

Bourg-en-Bresse : grève d'une association d'entraide

vendredi 16 février 2007, par [Correspondant\(es\)](#), [FSU](#), [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2007).

Les salariés d'une structure d'entraide sociale sont en grève depuis la mi-janvier pour défendre leur association autogérée. Confrontée à des difficultés financières, Oser, qui défend une autre conception de la solidarité, est dans la ligne de mire des pouvoirs publics.

[L'association Oser a reçu divers soutiens dont nous ne reproduisons ici que certains — ceux qui étaient techniquement le plus simple à copier ! Pour voir les communiqués ou lettres de la CFDT, de Force ouvrière, des Médecins du travail, etc., se reporter au site de l'association.]

Sommaire

- [Communiqué de la FSU](#)
- [L'association « Oser » campe](#)

L'association Objectif solidarité et réinsertion (Oser [1]) gère un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, une pension de famille et un dispositif d'accueil d'urgence pour familles avec enfants. Une centaine de personnes en grande précarité sociale et affective sont prises en charge. Comme tout le secteur social, l'association subit des restrictions budgétaires et elle connaît donc des difficultés financières.

Mais elle a d'autres originalités. Fonctionnant en autogestion, les responsabilités et les décisions, sont assumées collectivement. Les tâches sont partagées, chaque salarié se répartissant entre l'accompagnement des personnes accueillies, la gestion, la représentation ou l'entretien des locaux. Ces récalcitrants partagent même leur salaire entre eux. Mais il y a plus. Plutôt que d'appliquer mécaniquement les directives de l'État en matière de travail social, les salariés ont l'habitude de les discuter à la lumière de leur expérience. Ce fonctionnement rejette lit par leur pratique, par la solidarité active plutôt que par un encadrement moraliste et répressif. Ils se sont rendus « coupables » d'accueillir des demandeurs d'asile, à l'heure où le gouvernement, relayé par les préfets, s'acharne à les expulser.

Tout cela agace considérablement les pouvoirs publics, qui estiment qu'une association recevant de l'argent public doit obéir et se taire. La punition infligée est sévère : suppression de subventions, retrait d'habilitation, diminution drastique des enveloppes allouées, tracasseries administratives sans fin. Cet étranglement financier a conduit le tribunal de grande instance à prononcer la cessation de paiement et à entamer une procédure de redressement judiciaire, pouvant conduire à la liquidation.

Face à ces coups répétés, 95 % des salariés sont en grève depuis le 12 janvier. Ils sont soutenus par le conseil d'administration, les adhérents et une bonne partie des résidents du foyer. Les grévistes campent depuis cinq semaines devant la préfecture de l'Ain. Ils sont soutenus par les organisations

syndicales, par de nombreuses associations, des partis politiques (le PCF, les Alternatifs, la LCR, le PS, les Verts), des paroisses, des médecins du travail, le secteur psychiatrique. Un rassemblement, réunissant une centaine de personnes, a lieu tous les deux jours devant les grilles de la préfecture. Une marche à travers le département est en préparation et les campeurs sont plus déterminés que jamais. Pour que l'association puisse continuer à exercer la mission qu'elle accomplit depuis trente ans, ils demandent à bénéficier de crédits exceptionnels débloqués par le ministère de l'Action sociale suite à l'action exemplaire des Enfants de Don Quichotte.

Note

1. <http://www.oser-lefar.org>

** Paru dans Rouge n° 2193 du 15 février 2007.*

Communiqué de la FSU

Pourquoi faut-il qu'en plus d'être démunis, sans logement, les exclus du département de l'Ain se voient être l'enjeu d'un conflit d'opinions entre les salariés de l'association OSER et les services de l'Etat ?

Alors que notre pays vient de rendre un hommage unanime à l'Abbé Pierre dans sa lutte pour le respect et la dignité de l'individu, cette situation est inacceptable .

Dès le mois de septembre 2006 nous avons fait part de nos inquiétudes concernant la diminution importante de la dotation de l'état mettant en péril l'équilibre financier de cette structure d'accueil pour les plus démunis et de fait, de ses réelles difficultés à continuer d'assurer ses missions. A travers cette situation particulière, il s'agit bien là de l'intérêt du travail social dans une société en évolution, et dans le contexte politique actuel. Quels moyens financiers et humains sont-ils réellement déployés pour soutenir des populations victimes de la précarité, marginalisées et stigmatisées par un discours libéral rendant l'individu seul responsable de ses difficultés.

Quel sens donné alors aux interventions des travailleurs sociaux ?

La question de l'hébergement d'urgence et les manques en matière de logements sociaux ont été portés à la connaissance du grand public par « Les Enfants de Don Quichotte ». Toutes les personnalités politiques, échéances électorales obligent, ont été contraintes de reconnaître la nécessité d'augmenter les crédits pour la prise en compte des difficultés liées au logement social ainsi que l'accueil d'urgence 24h/24 des personnes en situation d'exclusion. Un projet de loi est en cours d'élaboration... En parallèle, des promesses de dotations supplémentaires importantes et rapides ont été faites par le gouvernement.

Qu'en est-il de la mise en œuvre de ces mesures pour le département de l'Ain ?

Pourquoi ne permettent-elles pas de résoudre les difficultés économiques du Foyer d'Accueil et de Réinsertion, le seul Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale du département ouvert 24h/24 et 365 jours par an ?

La FSU craint que la liquidation judiciaire d'OSER traduise la réalité d'une marchandisation du

travail social... qui verrait les missions de l'association « bradées » à une autre structure acceptant de fonctionner « au rabais » pour récupérer un marché supplémentaire sans se soucier des répercussions sur la qualité de l'accompagnement des plus démunis.

La situation de blocage actuelle entre OSER et les services de l'Etat n'est pas admissible. La FSU souhaite que les négociations entre les deux parties reprennent au plus vite et trouvent dans les plus brefs délais, un compromis permettant la réouverture du FAR avec la garantie d'une véritable politique de solidarité envers les populations concernées.

L'association « Oser » campe devant la Préfecture de l'Ain

Communiqué de la LCR.

L'annonce par le gouvernement, suite au mouvement des « Enfants de don Quichotte », de 27 000 places d'hébergement pour les SDF et du dépôt d'un projet de loi sur le droit au logement opposable, ne doit pas faire oublier une autre réalité. A Bourg-en-Bresse, la Préfecture et la DDASS font tout pour étrangler financièrement l'association « Oser ». Depuis 2 ans, cette association a vu sa dotation réduite de 30%, ce qui n'empêche le directeur de la DDASS d'accuser Oser d'être « un mauvais gestionnaire ». Maintenant que le 115 leur a été retiré, c'est la labellisation en Maison-relais qui est bloquée et le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) qui offre une soixantaine de places qui doit fermer, faute de financement. L'intérêt et les besoins des SDF sont totalement niés dans cet acharnement politique qui veut la mort d'une association militante. C'est pourquoi, 250 personnes ont manifesté le 5 janvier pour soutenir l'association, c'est pourquoi les salariés en grève et les soutiens campent devant la Préfecture depuis aujourd'hui. Assez du double langage gouvernemental ! La Préfecture et la DDASS doivent cesser le chantage aux subventions et redonner les moyens financiers à « Oser » pour que cette association puisse continuer son activité d'hébergement et de réinsertion des sans-abri.

Le 12 janvier 2007.

Voir en ligne : <http://www.oser-lefar.org>